



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 Email bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

AGENCE DE DEVELOPPEMENT LOCAL (ADL)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2013

RAPPORT FINAL

(juillet 2015)



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 Email bsc@arc.sn

Dakar, le 31 juillet 2015

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence de Développement Local (ADL) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décrets 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence de Développement Local (ADL) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IIA) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) l'examen de la procédure d'**appel d'offres ouvert** portant sélection d'un prestataire pour la **Fourniture de Véhicules en deux (2) lots**, attribués à **CCBM INDUSTRIES** et à **LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE**, pour un montant global de **44 000 000 FCFA TTC** a permis de noter que les lettres de notification de l'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas déchargées par leurs destinataires pour attester de l'effectivité de leur réception par leurs destinataires. Elles ne mentionnent pas non plus, le nom des attributaires des marchés et les montants auxquels lesdits marchés ont été attribués ; ces informations doivent être communiquées dans les lettres ci-avant mentionnées pour permettre aux candidats évincés de disposer d'éléments d'appréciation de l'opportunité ou non de former un recours contre l'attribution.
- b) l'Autorité Contractante a passé au cours de l'exercice sous revue plusieurs marchés de prestations intellectuelles ; l'examen de quatre d'entre elles figurant dans notre périmètre de contrôle et attribués pour un montant global de 38 777 600 F CFA a permis de constater les non- conformités ci-après :
- les séances d'ouverture des propositions financières des candidats n'ont pas donné lieu à l'établissement de procès-verbaux d'ouverture des offres financières en bonne et due forme retraçant, après le rappel des notes techniques obtenues par chacun des candidats qualifiés, le montant de son offre financière ; en fait, la Commission des Marchés a procédé à l'ouverture de l'ensemble des offres financières reçues en lieu et place de l'ouverture des offres financières des seuls candidats qualifiés, au terme de l'évaluation des offres techniques. Sous ce rapport, il y'a lieu de noter que le dossier de consultation ne précise pas la note technique minimale requise pour que les candidats puissent être déclarés techniquement qualifiés, auquel cas leurs offres financières peuvent être ouvertes. Ce constat a été fait pour le marché relatif à l'Etude d'Impact de l'utilisation des ressources financières transférées par l'Etat aux collectivités locales : Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD) et Fonds d'Equipement des Collectivités Local (FECL), attribué au Groupement Barry Monteil. Il y'a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP qui précise les modalités de mise en œuvre de l'ouverture en deux temps des offres relatives aux marchés de prestations intellectuelles ;
 - nous avons noté que les lettres de notification de l'attribution provisoire et les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas déchargées par leurs destinataires pour attester de l'effectivité de leur réception par leurs destinataires respectifs. Les copies des lettres de notification classées dans les dossiers de marché ne mentionnent pas non plus les noms des attributaires des marchés et les montants auxquels lesdits marchés ont été attribués. Comme indiqué au point a) ci-avant, ces informations doivent être communiquées dans les lettres de notification du rejet de leurs offres pour permettre aux candidats évincés de disposer

d'éléments d'appréciation de l'opportunité ou non de former un recours contre l'attribution ;

- l'examen des modalités de paiement contractuelles a permis de noter qu' il est prévu le paiement d'une avance de démarrage variant selon les cas entre 30 et 50% du montant des honoraires qui sont des taux supérieurs au taux réglementaire fixé par l'article 96.2 du CMP qui plafonne ladite avance à 20% du montant du marché. A titre d'illustration nous avons noté qu'une avance de démarrage de 30% du montant des honoraires a été prévue dans le contrat relatif à la mission portant réalisation d'une **Etude d'Impact de l'utilisation des ressources financières transférées par l'Etat aux collectivités locales : Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD) et Fonds d'Equipement des Collectivités Local (FECL)** ; une avance de démarrage de 40% du montant des honoraires est prévue dans le contrat relatif au **Recrutement d'un consultant pour la mise en place d'un Observatoire National de la Décentralisation et du Développement Local au sein de l'Agence de Développement Local** , une avance de démarrage de 50% du montant du marché a été prévue dans les contrats relatifs à l'élaboration **d'un fascicule sur le Développement Economique Local (DEL)** et à la réalisation de **l'Etude sur l'élaboration des fiches de micro-projets** ;
 - nous avons également noté que les contrats ne prévoient pas non plus la constitution d'une garantie de restitution d'avance conformément aux dispositions de l'article 96.1 du CMP ;
 - le suivi de l'exécution des marchés présente des déficiences notamment pour le marché relatif à la réalisation en 45 jours, de l'étude d'impact de l'utilisation des ressources financières transférées par l'Etat aux collectivités locales : Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD) et Fonds d'Equipement des Collectivités Local (FECL) dont le délai d'exécution est largement dépassé et pour lequel le dossier de marché mis à notre disposition ne comprend aucune information relative à son exécution (contrat, livrables, justificatifs des paiements).
- c) L'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture et la mise en place d'un système informatique intégré de gestion comptable et financière**, attribuée à **CABINET 2 D BUSSINESS CONSULTING**, pour un montant de **13 685 000 FCFA TTC** a permis de noter plusieurs non-conformités :
- l'examen du dossier a permis de noter que le marché a été conçu et déroulé comme un marché de prestations intellectuelles, alors qu'il s'agit d'un marché de fournitures. En effet, la nature d'un tel marché qui associe à la fois, des opérations de fournitures et de mise en place, considérée comme un service accessoire, s'apprécie en fonction de la valeur de chacune des opérations. En l'espèce, il convient de noter que la valeur du logiciel déjà conçue et qu'il s'agit de fournir, dépasse largement celle de la mise en place du système qui

est un service connexe à la fourniture dudit logiciel qui constitue l'objet du marché ;

- l'examen du procès-verbal d'attribution du marché a permis de noter qu'entre l'ouverture des plis (23 Juillet 2013) et l'attribution du marché (31 Décembre 2013) un délai de plus de quatre (04) mois s'est écoulé. Ce délai est anormalement long et n'est pas conforme à l'article 70 du CMP qui donne à la Commission des Marchés un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'ouverture des plis pour faire une proposition d'attribution, sauf prorogation d'une durée de dix (10) jours, sur demande motivée adressée à l'organe de contrôle a priori des marchés publics et avis favorable de la DCMP ;
- nous avons noté que le contrat ne mentionne ni le délai de livraison, ni les pénalités de retard en violation de l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires à insérer dans les contrats ;
- l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de transmettre à la DCMP, après attribution des marchés passés par DRP, les informations nécessaires à la publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics. Il s'agit d'une exigence à laquelle il convient de se conformer.

d) l'examen de la procédure de **DRP portant sélection d'un prestataire pour la fourniture de matériels informatiques** attribuée à **OUMOU INFORMATIQUE** pour un montant de **22 764 560 FCFA TTC** a permis de noter les non-conformités ci-après :

- les lettres de notification de l'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas déchargées par leurs destinataires pour attester de l'effectivité de leurs réceptions. Elles ne mentionnent pas non plus, le nom de l'attributaire du marché et le montant auquel il a été attribué (non-conformité récurrente);
- le contrat ne comprend pas les clauses relatives au délai de livraison, aux pénalités de retard et aux intérêts moratoires en violation de l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires à insérer dans les contrats ;
- l'autorité contractante ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 78-3-b) du CMP qui lui fait obligation de transmettre à la DCMP, après attribution des marchés passés par DRP, les informations nécessaires à la publication d'un avis d'attribution sur le site des marchés publics. Il s'agit d'une exigence à laquelle il convient de se conformer.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) nous avons noté des déficiences dans le classement et l'archivage des pièces de marché. Pour la quasi-totalité des dossiers sous revue, l'ADL ne formalise pas la publication de l'avis d'attribution provisoire (AOO) en violation de l'article 83.3 du CMP et les notifications et publications des avis d'attribution définitive en violation de l'article 85 du CMP ; tous les livrables dus au titre des marchés de prestations intellectuelles de même que certains justificatifs de règlement des marchés, ne sont pas classés dans les dossiers de marchés mis à notre disposition ;
- b) les convocations adressées aux membres de la commission des marchés pour les inviter à assister aux séances d'ouverture des plis ou d'examen des rapports d'évaluation et d'attribution des marchés ne sont pas classées dans les dossiers mis à notre disposition. Ce faisant, nous ne pouvons pas nous prononcer sur le respect ou non des dispositions de l'article 39 du CMP qui indique qu'un délai de cinq (5) jours francs doit être observé entre la date de convocation et celle de la réunion ;
- c) les justificatifs de la transmission effective du procès-verbal d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne sont pas classés dans les dossiers de marché. Il s'agit d'une exigence de l'article 67 du CMP, auquel il convient de se conformer ;
- d) le dossier de marché relatif à l'acquisition de véhicules ne comprend pas la copie de la garantie de bonne exécution pour le lot N°2 ni les justificatifs de la livraison et du paiement.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

Ibra Guèye
Associé

SOMMAIRE

	Pages
	8
1	9
1.1	10
1.2	11
2.	15
3.	17
3.1	18
3.1.1	18
3.1.2	19
3.1.3	19
3.1.4	20
3.1.5	21
3.1.5.1	21
3.1.5.2	21
3.1.6	21
3.1.7	21
3.2	21
3.2.1	22
3.2.2	24
3.2.3	25
3.2.4	33
3.2.5	65
3.2.6	73
3.3	78
3.4	79
3.4.1	79
3.4.2	79
3.4.3	79
4.	80
5.	87
6.	89
7.	94
7.1	95
7.2	97

Liste des abréviations et sigles

ADL	Agence de Développement Local
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Depuis 2007, le Gouvernement de la République du Sénégal s'est inscrit dans un processus de réforme de son Système National de Passation des Marchés Publics. Les objectifs poursuivis à travers cette réforme visent à promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance dans un État de droit. L'ambition de cette réforme est d'aligner le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en matière de passation, d'exécution, de suivi et de contrôle des marchés publics et des délégations de service public. Dans cette perspective, le Sénégal a procédé à la transposition dans sa réglementation nationale de la Directive N°4/2005/CM/UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement ces marchés publics et des délégations de service public et de la Directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine. Ces deux Directives visent l'harmonisation des systèmes de passation des marchés publics des États membres de l'Union.

Cette réforme des marchés publics consacre désormais la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits. Par ailleurs, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions. Tel est le cadre dans lequel s'inscrit la présente mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés publics au titre de la gestion 2013.

1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION

1.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agit principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

1.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion est formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non-respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non-respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non-respect des seuils fixés pour les avenants, de non-respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant a apporté un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous avons examiné le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous avons apprécié la pertinence desdites décisions ;

- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous avons passé en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et avons déduit en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous avons évalué aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous sommes appuyés autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

1.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a couvert conformément aux termes de référence :

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissements demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;
- à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès-verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

SECTION 2
ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

SECTION 2

ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

La réforme des systèmes nationaux de passation des marchés publics des pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) s'est traduite au plan institutionnel, par la création de deux structures chargées respectivement :

- d'une part, du **contrôle a priori du processus de passation des marchés**. Au Sénégal, cette structure administrative rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances porte la dénomination de Direction Centrale des Marchés Publics qui a été créée par le décret 2007-547 du 25 avril 2007.
- d'autre part, de **la régulation et du contrôle a posteriori**. Cette structure administrative indépendante porte la dénomination d'Autorité de Régulation des Marchés Publics. L'ARMP avait été créée par l'article 30 de la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 qui lui assigne pour mission de veiller sur le système de passation des marchés publics, des conventions de Délégation de Services Publics et contrats de partenariats. A ce titre, l'article 2 du décret 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP lui donne la prérogative d'évaluer les performances de l'ensemble des acteurs du système national des marchés publics.
- l'institution au niveau de chaque **autorité contractante** de deux structures administratives que sont la **Commission des Marchés** chargée de l'ouverture des plis, de l'évaluation des offres et de l'attribution provisoire des marchés dont le nombre et les conditions de désignation des représentants de l'Autorité Contractante, de la tutelle et/ou du contrôle financier de la Présidence de la République sont fixées par Arrêté n° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.1 du Code des Marchés Publics, et d'une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller sur la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés et dont la composition et les prérogatives sont fixées par l'arrêté n° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Économie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du Code des Marchés Publics.

SECTION 3
SYNTHESE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'Autorité Contractante

L'Agence de Développement Local (ADL) a été créée par le décret N° 2010-995 du 02 août 2010.

L'ADL est une agence d'exécution dotée de l'autonomie morale et financière placée sous la tutelle technique du Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire et sous la tutelle financière du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

La création de l'Agence de Développement Local répond, à un besoin, pour l'Etat, de mettre en place une structure pérenne bénéficiant d'une autonomie administrative et financière chargée de la promotion et de la coordination des actions de développement local. L'ADL assure, également, le suivi et l'évaluation de l'utilisation des fonds que l'Etat met à la disposition des collectivités locales, à savoir : le Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD), le Fonds d'Équipement des Collectivités locales (FECL), l'utilisation des ressources internes du Budget Consolidé d'Investissement.

L'Agence est chargée d'assurer le suivi et l'évaluation des réalisations des programmes et projets intervenant dans le domaine de la décentralisation.

Elle dispose d'une plateforme permettant d'appuyer équitablement toutes les collectivités du pays dans les domaines suivants :

- la mise en cohérence des interventions des différents acteurs du développement local et de la décentralisation ;
- la responsabilisation des élus à travers l'exercice de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de leurs projets ;
- la promotion et l'impulsion des investissements dans les collectivités locales ;
- l'exécution des projets des collectivités locales et la mesure de leur impact sur le développement ;
- l'équilibrage des interventions de l'Etat à travers le territoire national ;
- la promotion de l'intercommunalité en termes de projets communs à réaliser ;
- la promotion des actions de renforcement des capacités des acteurs ;

- la fourniture d'informations et la constitution d'une base de données sur les collectivités locales ;
- la mise en place d'un système de suivi-évaluation pour les projets mis en œuvre dans le cadre des transferts financiers ;

Les organes de gestion de l'Agence comprennent :

- Le Conseil de Surveillance,
- La Direction Générale,
- Le Secrétariat Général,
- Les Services techniques, administratifs, comptables et financiers.

Organe d'appui conseil, de suivi et d'aide à la prise de décision dans le domaine du développement local, l'Agence vise à instaurer et à promouvoir un développement local cohérent sur toute l'étendue du territoire national.

3.1.2 Commission des marchés

La Commission des Marchés (CM) de l'ADL, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée par décision N° 000827/MATCL/ADL/DG/ du 28 Décembre 2012 comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés. Les représentants du Contrôle Financier ont été nommés par lettre N° 0058/PR/SGPR.CF du 15 Janvier 2013 et le représentant et son suppléant désignés par le Ministère de Tutelle par lettre N° 000221/MATCL/DAGE du 21 Janvier 2013.

Il convient de rappeler qu'aux termes de l'article 2 de l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commission des Marchés, la Commission des Marchés doit être constituée au plus tard le 5 janvier pour chaque exercice.

Les décisions de nomination des membres de la commission des marchés de l'ADL, ainsi que celle de la Cellule de Passation des Marchés ont été transmises à la DCMP le 28 Décembre 2012.

L'avis de non objection de la DCMP a été accordé par lettre N° 000009/MEF/DCMP/DSI/20 du 2 Janvier 2013 sur la composition de la commission de Passation des Marchés.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

La Cellule de Passation des Marchés a été instituée par décision N° 000829/MATCL/ADL/DG/ du 28 Décembre en application de l'arrêté 11 586 du 28 décembre 2008 modifié par l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du MEF pris en

application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Cette Cellule de Passation des Marchés n'a pas accompli les tâches qui lui sont dévolues, notamment la transmission des données relatives aux marchés attribués suite aux procédures de DRP comme le recommande l'article 78-3-B du CMP.

La Cellule de Passation des Marchés n'a pas préparé son rapport annuel pour se conformer aux dispositions de l'article 143 du CMP et les transmettre à la DCMP et à l'ARMP.

Nous précisons que le rapport annuel à préparer doit être bien structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

La revue des marchés a permis de noter plusieurs manquements relatifs :

- aux déficiences dans le classement et l'archivage des documents de marché,
- au non-respect du formalisme requis pour la transmission effective et justifiée des procès-verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires,
- à l'absence de certaines mentions telles que le montant auquel les marchés ont été attribués dans les lettres d'information adressées aux candidats non retenus,
- à l'absence de contrôle formel des conditions à remplir pour avoir accès à la commande publique dans les procédures de DRP,
- au non-respect des dispositions de l'article 78-3-b du CMP relatif à l'obligation de communiquer à la DCMP les informations relatives aux marchés attribués par DRP pour publication sur le site des marchés publics

Les rapports trimestriels n'ont pas été mis à notre disposition.

En lieu et place c'est un rapport d'exécution technique, budgétaire et financière, 2013 et perspectives 2014, portant synthèse de l'exécution technique des activités, synthèse des

études et du niveau d'atteinte des indicateurs de performance et l'état d'exécution financière et budgétaire 2013 qui a été mis à notre disposition.

3.1.5 Documents de programmation de la présentation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'Avis Général de passation des marchés (AGPM) a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 23 Août 2013. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels, mais les délais requis n'ont pas été respectés puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés est fondamental dans la mesure où il permet à l'autorité contractante de rendre compte de sa gestion.

Cependant nous avons une certaine déficience dans le classement des documents. Pour la quasi-totalité des dossiers soumis à notre revue avons noté un véritable problème d'archivage des documents de la passation des marchés de l'autorité contractante.

3.1.7 Autres

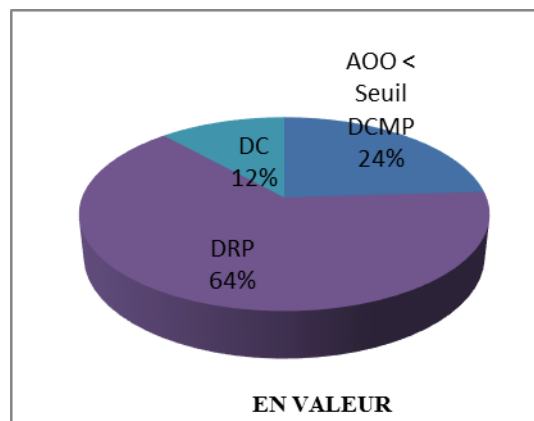
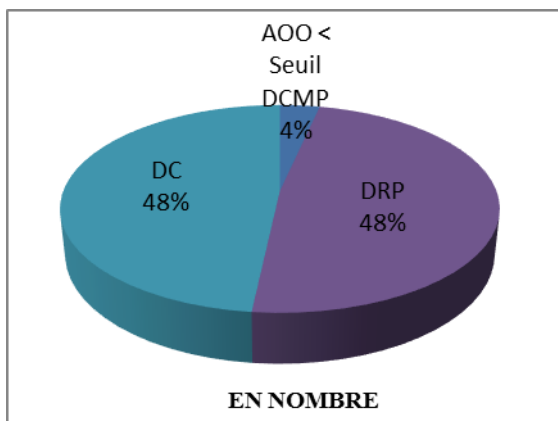
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

Nous avons noté une insuffisante maîtrise de la méthode de passation de marchés de prestations intellectuelles.

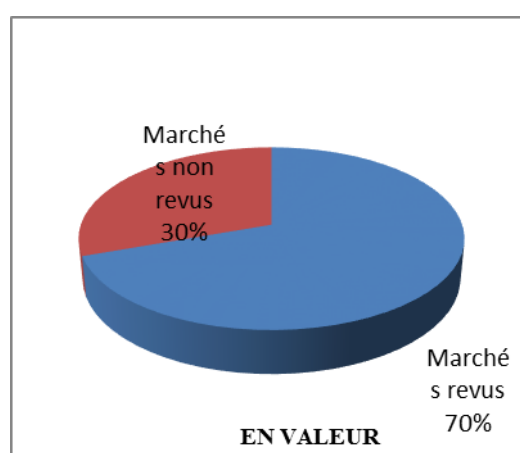
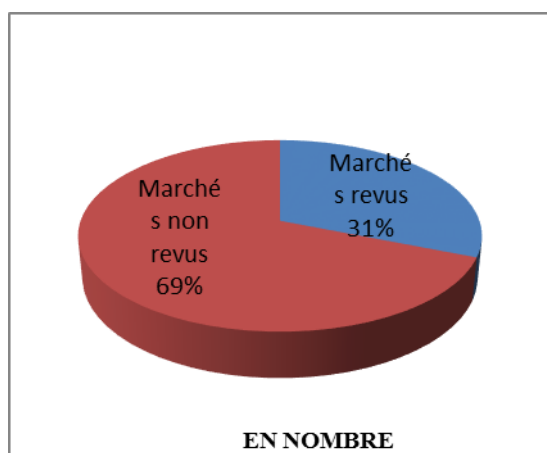
3.2.1 Échantillon

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

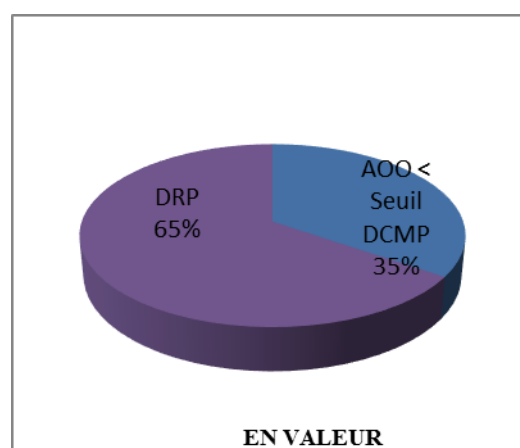
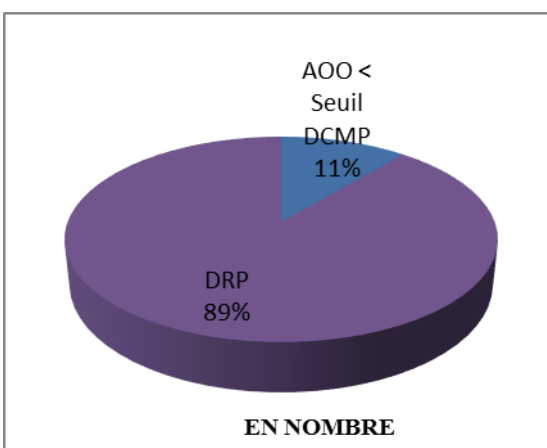
Modes de passation de marchés	Typologie des marchés présentés		Typologie des marchés revus		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO) > Seuil DCMP						
Appel d'offres ouvert (AOO) < Seuil DCMP	1	44 000 000	1	44 000 000	100,00%	100,00%
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)						
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	14	117 447 606	8	83 248 578	57,14%	70,88%
Demande de Cotation (DC)	14	21 470 463			0,00%	0,00%
Entente directe (ED)						
Avenant						
TOTAL	29	182 918 069	9	127 248 578	31,03%	69,57%



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'ADL

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ADL sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ADL EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

3.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres

AO N° F_DAF_011/VE Fourniture de Véhicules Lot 1 : Deux (2) Pick-up 4x4 double cabine Lot 2 : Deux (2) Véhicules Berline	
Date de publication de l'AGPM	01 Août 2013
Date de transmission du DAO à la DCMP	31 Juillet 2013 « Le Soleil »
Date de publication de l'AO	28 Août 2013
Date limite de dépôt des offres	30 Septembre 2013 à 11h 30 minutes
Délai de préparation des offres	32 jours
Date d'ouverture des plis	PV non classé
Date de l'évaluation technique	Rapport non classé
Date d'attribution	31 Décembre 2013
Date de demande d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution	16 Janvier 2014
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès-verbal d'attribution	28 Janvier 2014
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date de souscription	24 Février 2014
Date d'approbation	24 Février 2013
Date d'immatriculation	24 Février 2014
Date de notification	04 Mars 2014 Lot 1 e) 2014 Lot 2
Date d'enregistrement du contrat	11 Mars 2014 Lot 1 Février 2014 Lot 2
Date de publication de l'avis	-

d'attribution définitive	
Délai d'exécution	30 à 45 jours
Garantie de soumission	550 000 FCFA Lot 1 850 000 FCFA Lot 2
Attributaire	CCBM INDUSTRIES : Lot 1 LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE : Lot 2
Montant du marché en F CFA TTC	21 600 000 Lot 1 22 400 000 Lot 2
Non conformités	<p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, cinq (5) jours francs entre la date de convocation et celle de la réunion, n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 39 du CMP.</p> <p>Les justificatifs de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP.</p> <p>Le délai d'attribution du marché a été anormalement long (30 Septembre 2013 – 31 Décembre 2013), en violation de l'article 70 du CMP, même si la DCMP avait donné un avis favorable à la prorogation dudit délai, le 28 Novembre 2013, la prorogation ne pouvant être que d'un maximum de dix (10) jours.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées par leurs destinataires pour attester de leur réception effective. En plus, elles ne mentionnent pas les attributaires du marché et le montant auquel, les marchés ont été attribués.</p> <p>Le support de publication de l'attribution provisoire n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP.</p> <p>Le support de publication de l'attribution définitive n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 85 in fine du CMP.</p> <p>La transmission de la garantie de bonne exécution pour le</p>

	lot 2, par LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE n'a pas été renseignée dans le dossier.
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP, sur l'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés cinq (5) jours avant la date de la réunion ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution du marché ;</p> <p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, sur la publication de l'attribution provisoire ;</p> <p>Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la publication de l'avis d'attribution définitive ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Constat :</p> <p>Défaut de classement de l'autorisation de la CCVA.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte du défaut de classement soulevé.</p> <p>L'autorisation de la CCVA existe : lettre n° 516/MATCL/ADL/DG/DAF du 31 Juillet 2013 ;</p> <p>Réponse favorable courrier n° 3403/PM/SGG/CCVA du 12 Septembre 2013 (cf. annexe 1) ;</p> <p>Nous veillerons à leur classement dans le dossier.</p> <p>Constat :</p> <p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés n'ont pas été classées dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p>

	<p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Les justificatifs de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Le délai d'attribution du marché a été anormalement long.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats. Toutefois, il est important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée, en son article 2 paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit, les soumissionnaires non retenus, mais ne mentionnent pas expressément la décharge obligatoire desdits courriers.</p> <p>Constat :</p> <p>En plus, ces lettres ne mentionnent pas les noms des attributaires et le montant auquel le marché a été attribué.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation. Néanmoins, bien vouloir nous indiquer les références dans le CMP.</p> <p>Constat :</p> <p>Le support de publication de l'attribution provisoire n'a pas</p>
--	---

	<p>été classé ;</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Le support de publication de l'attribution définitive n'a pas été classé ;</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>La transmission de la garantie de bonne exécution pour le Lot 2 par la CCBM n'a pas été renseignée.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>La copie du chèque du Trésor pour le Lot 1 n'a pas été classée dans le dossier.</p> <p>Le mode de paiement (chèque, virement ou espèces) du Lot 2, n'a pas été déclaré dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p> <p>Le mode de paiement du marché, est par chèque Trésor (copies jointes)</p> <p>Constat :</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p> <p>En référence à l'article 372.3.b du CGI, le régime de précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.</p>
--	--

	<p>Recommandations :</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation. Document déjà téléchargé et partagé entre les responsables du service.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le défaut de classement de l'autorisation de la CCVA, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de la transmission du document en annexe à votre réponse et retirons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les convocations des membres de la commission des marchés, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur les justificatifs de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur le délai anormalement long de l'attribution du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur les accusés de réception des lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Certes, les dispositions précitées ne requièrent pas formellement une décharge, il convient de préciser que cette information des candidats non retenus, étant une formalité essentielle en ce qu'elle permet aux candidats</p>

	<p>non retenus de pouvoir exercer leurs droits de recours, il est important de s'assurer que l'AC s'en est bien acquittée et que lesdites lettres ont été effectivement reçues. Sous ce rapport, elles doivent être accusées de réception, par leurs destinataires.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la mention du nom de l'attributaire et du montant auquel le marché a été attribué sur les lettres d'information des candidats évincés, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Il s'agit d'une bonne pratique en matière de passation des marchés publics. En matière de DRP, la séance d'ouverture des plis n'est pas obligatoirement publique, cette mention permettrait à chaque candidat de mieux apprécier le choix de la commission, au regard de son offre financière.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le support de publication de l'attribution provisoire, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le support de publication de l'attribution définitive, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la transmission de la garantie de bonne exécution pour le Lot 2, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la copie du chèque du Trésor pour le Lot 1 et le mode de paiement du Lot 1, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Les justificatifs de paiement ont été joints au rapport, par</p>
--	---

	<p>conséquent nous les prenons en compte et nous retirons nos observations sur ces points.</p> <p>- Sur l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>En effet, les agences ne sont pas assujetties au précompte de la TVA, conformément à l'article 372.3.b du CGI, pour les livraisons de biens et prestations de services effectués à leur profit.</p> <p>- Sur les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons fortement, à vous y conformer, pour l'avenir.</p>
--	---

3.2.4 Marchés de Prestations Intellectuelles

Etudes d'Impact de l'utilisation des ressources financières transférées par l'Etat aux collectivités locales : Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD) et Fonds d'Equipement des Collectivités Local (FECL)	
Date d'invitation des candidats	13 Novembre 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	25 Novembre 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	11 jours
Durée de validité de l'offre	-
Date d'attribution provisoire	25 Novembre 2013
Date du contrat	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Candidats consultés	<ul style="list-style-type: none"> - CABINET MAMINA CAMARA (CMC) - GROUPE D'EXPERTS ASSOCIÉS (GEA) - IFE - GROUPEMENT CABINET MONTEIL & COMPAGNIE BARRY (GCMCB) - IDEV
Nombre d'offres reçues	Trois (3) offres ont été reçues : <ul style="list-style-type: none"> - GEA - CMC - GCMBC
Délai d'exécution	-
Attributaire	GROUPEMENT CABINET MONTEIL & COMPAGNIE BARRY
Montant du marché en F CFA TTC	13 570 000
Non conformités	La lettre d'invitation adressée aux candidats, n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en

	<p>raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.</p> <p>L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés cinq (5) jours avant la date de la réunion, stipulée par l'article 39 du CMP, n'a pas été respectée.</p> <p>La commission des marchés n'a pas procédé à l'ouverture des offres financières des candidats, en violation de l'article 80.5 du CMP.</p> <p>La commission d'analyse n'a pas procédé à l'évaluation des offres financières.</p> <p>La commission des marchés ne s'est pas réunie pour établir un procès-verbal d'attribution, en violation de l'article 78.2 du CMP.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution provisoires et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leurs réceptions.</p> <p>Les lettres ne mentionnent pas l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué.</p> <p>Les modalités de paiement prévoient une avance de démarrage de 30% du montant du marché, en violation de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas de garantie pour l'avance de démarrage consentie, en violation de l'article 96.1 du CMP aux termes duquel, ladite avance doit être accompagnée de la garantie correspondante.</p> <p>Les justificatifs d'exécution du marchés (contrat, livrables et actes de paiement), n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
Recommandations	Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les

	<p>critères de sélection des candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Veiller à l'ouverture des offres en deux (2) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles ; au respect ;</p> <p>Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'établissement d'un procès-verbal d'attribution ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'effectivité de l'information de l'attributaire et des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires ;</p> <p>La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 du CMP sur le plafond de l'avance de démarrage et de l'article 96.1 du CMP, sur la garantie d'avance ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
--	---

<p>Commentaires de l'Autorité Contractante</p>	<p>Constat :</p> <p>Absence de critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte et veillerons désormais à se conformer à la recommandation</p> <p>Constat :</p> <p>L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés n'a pas été respectée.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>La note technique minimale n'a pas été déterminée pour la qualification des candidats.</p> <p>Réponse :</p> <p>La note technique minimale requise est fixée à 70 points dans les termes de référence (TDR)</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut d'ouverture des offres financières des candidats.</p> <p>Défaut d'évaluation des offres financières des candidats.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte et veillerons à ce que les procédures d'ouverture et d'attribution s'effectuent en deux (2) temps, conformément à l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles.</p>
---	--

	<p>Constat :</p> <p>Défaut d'établissement du PV d'attribution du marché.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'accusés de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats. Toutefois, il est important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée, en son article 2 paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit, les soumissionnaires non retenus, mais ne mentionnent pas expressément la décharge obligatoire desdits courriers.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'informations relatives à l'attributaire du marché et le montant de l'attribution.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation. Néanmoins, bien vouloir nous indiquer les références dans le CMP.</p> <p>Constat :</p> <p>Une avance de démarrage de 30% du montant du marché a été prévue dans le contrat.</p> <p>Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à nous conformer aux articles 96.1 et 96.2 du</p>
--	---

	<p>CMP.</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons désormais à la transmission des PV.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence de documents relatifs au règlement de la deuxième tranche du marché.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation. Le contrat est en cours d'exécution, aucun règlement n'est à ce jour effectué.</p>
Appréciation du Consultant	<ul style="list-style-type: none"> - Sur les critères de sélection et leur mode d'application détaillé, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur l'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la note technique minimale non mentionnée, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Les TDR joints au rapport provisoire mentionnent en effet, une note technique de 70 points.</p> <p>Par conséquent, nous en prenons compte et nous retirons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le défaut d'ouverture et d'évaluation des offres financières des candidats, nous prenons acte de vos commentaires.

	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur le défaut d'établissement du PV d'attribution du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur les accusés de réception des lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Certes, les dispositions précitées ne requièrent pas formellement une décharge, il convient de préciser que cette information des candidats non retenus, étant une formalité essentielle en ce qu'elle permet aux candidats non retenus de pouvoir exercer leurs droits de recours, il est important de s'assurer que l'AC s'en est bien acquittée et que lesdites lettres ont effectivement reçues. Sous ce rapport, elles doivent être accusées de réception, par leurs destinataires.</p> <p>- Sur la mention du nom de l'attributaire et du montant auquel le marché a été attribué sur les lettres d'information des candidats évincés, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous ne sommes pas en mesure de vous indiquer les références dans le code des marchés. Cependant le bon sens et les bonnes pratiques dans les marchés publics, voudraient que par la précision des informations mentionnées dans ces documents, le candidat évincé, puisse mieux apprécier, la décision d'exercer, le cas échéant, son droit de recours. Surtout qu'en matière de DRP, la séance d'ouverture des plis n'est pas obligatoirement publique, cette mention permettrait à chaque candidat de mieux apprécier le choix de la commission, au regard de son offre financière.</p> <p>- Sur l'avance de démarrage de 30% du montant du marché et l'absence de garantie d'avance, nous prenons acte de vos commentaires.</p>
--	---

	<p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'absence de documents relatifs au règlement de la deuxième tranche du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	---

Recrutement d'un consultant pour la mise en place d'un Observatoire National de la Décentralisation et du Développement Local au sein de l'Agence de Développement Local	
Date d'invitation des candidats	11 Septembre 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	25 Septembre 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	13 jours
Durée de validité de l'offre	30 jours
Date d'attribution provisoire	25 Novembre 2013
Date du contrat	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Candidats consultés	<ul style="list-style-type: none"> - International Business Consulting (IBC) - IFE - CRES - SEYSOO - IDEV - MSC
Nombre d'offres reçues	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - IBC - SEYSOO - CRES - MSC - IFE
Délai d'exécution	45 jours
Attributaire	SEYSOO
Montant du marché en F CFA TTC	14 832 600
Non conformités	La lettre d'invitation adressée aux candidats, n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application

	<p>détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.</p> <p>Il est mentionné dans le procès-verbal d'ouverture des offres techniques que six (6) consultants constituent la restreinte, alors qu'un septième candidat GRAFICA y est mentionné, alors qu'il ne figure pas sur la liste restreinte de la lettre d'invitation.</p> <p>En outre, le rapport d'analyse est daté du 17 Septembre 2013, alors que l'ouverture des offres a eu lieu le 25 Septembre 2013. Il y'a lieu pour la commission de veiller à la cohérence des informations consignées dans les documents du marché.</p> <p>La commission des marchés n'a pas procédé à l'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié, en violation de l'article 80.5 du CMP.</p> <p>La commission d'analyse n'a pas procédé à l'évaluation l'offre financière dudit candidat.</p> <p>Le classement effectué par la commission technique d'analyse n'est pas conforme à l'article 80 du CMP. En effet, une note technique minimale ayant été fixée, la procédure ne devrait être poursuivie qu'avec le seul candidat qui a obtenu ladite note, à savoir SEYSOO avec l'ouverture de son offre financière et le retour des offres financières des autres candidats, sans être ouvertes.</p> <p>La date de réunion de la commission des marchés (11 Septembre 2013) est incohérente au regard de celle du rapport technique, objet de la réunion.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leurs réceptions.</p> <p>Les lettres ne mentionnent pas l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué.</p> <p>La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des</p>
--	--

	<p>dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Une avance de démarrage de 40% du montant du marché a été prévue dans les modalités de paiement, en violation des dispositions de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché.</p> <p>Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie, en violation de l'article 96.1 du CMP.</p> <p>Les justificatifs de paiement du marché, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
Recommandations	<p>Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les critères de sélection des candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Veiller à l'ouverture des offres en deux (2) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles ; au respect ;</p> <p>Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires ;</p> <p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 du CMP sur le plafond de l'avance de démarrage et de l'article 96.1 du CMP, sur la garantie d'avance ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation</p>

	des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Constat :</p> <p>La lettre d'invitation adressée aux candidats n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation. Cependant, tous les critères de sélection sont consignés dans les termes de référence transmis par la lettre.</p> <p>Constat :</p> <p>Incohérence sur le nombre de consultants mentionné dans le procès-verbal d'ouverture des offres techniques.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation due à une erreur de remplissage.</p> <p>Constat :</p> <p>Le rapport technique est daté d'avant l'ouverture des plis.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation due à une erreur de remplissage.</p> <p>Constats :</p> <p>Défaut d'ouverture des offres financières des candidats.</p> <p>Défaut d'évaluation des offres financières des candidats..</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>

	<p>Constat :</p> <p>Incohérence de la date d'attribution du marché.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation, due à une erreur de remplissage.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'accusés de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Pour 2015, les lettres portent des accusés de réception</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'informations relatives à l'attributaire du marché et le montant de l'attribution.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons désormais à la transmission des PV.</p> <p>Constat :</p> <p>Une avance de démarrage de 40% du montant du marché a été prévue dans le contrat.</p> <p>Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie.</p> <p>Réponse :</p>
--	---

	<p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence de documents relatifs au règlement de la deuxième tranche du marché.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et mettrons à votre disposition, le justificatif de paiement.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur les critères de sélection et leur mode d'application détaillé, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le nombre de consultants mentionné dans le procès-verbal d'ouverture des offres techniques, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'incohérence de la date du rapport technique, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le défaut d'ouverture et d'évaluation des offres financières des candidats, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'incohérence de la date d'attribution du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les accusés de réception des lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de vos</p>

	<p>commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la mention du nom de l'attributaire et du montant auquel le marché a été attribué sur les lettres d'information des candidats évincés, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur l'avance de démarrage de 40% du montant du marché et l'absence de garantie d'avance, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous prenons acte de votre engagement à mettre en œuvre cette recommandation.</p> <p>- Sur l'absence de documents relatifs au règlement de la deuxième tranche du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	---

Elaboration d'un fascicule sur le Développement Economique Local (DEL)	
Date d'invitation des candidats	30 Octobre 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	14 Novembre 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	14 jours
Durée de validité de l'offre	60 jours
Date d'attribution provisoire	25 Novembre 2013
Date du contrat	-
Date d'enregistrement du contrat	28 Novembre 2013
Candidats consultés	<ul style="list-style-type: none"> - KEUR GOUMACK - AFRIQUE SYNERGIES SYSTEMES - GROUPE DE RECHERCHES ET D' ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT (GRAD) - EXECUTION DE TRAVAUX COMMUNAUTAIRES (ETRACOM) - CABINET APPUI CONSEIL (CAC)
Nombre d'offres reçues	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - KEUR GOUMACK - AFRIQUE SYNERGIES SYSTEMES - GRADES - ETRACOM - CAC
Délai d'exécution	45 jours
Attributaire	KEUR GOUMACK
Montant du marché en F CFA TTC	7 875 000
Non conformités	La lettre d'invitation adressée aux candidats, n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison

	<p>de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.</p> <p>La commission des marchés n'a pas procédé à l'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié, en violation de l'article 80.5 du CMP.</p> <p>La commission d'analyse n'a pas procédé à l'évaluation de l'offre financière dudit candidat.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leurs réceptions.</p> <p>Les lettres ne mentionnent pas l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué.</p> <p>La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Une avance de démarrage de 50% du montant du marché a été prévue dans les modalités de paiement, en violation des dispositions de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché.</p> <p>Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie, en violation de l'article 96.1 du CMP.</p>
Recommandations	<p>Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les critères de sélection des candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Veiller à l'ouverture des offres en deux (2) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du</p>

	<p>CMP, sur l'information des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 96 du CMP sur l'avance de démarrage ;</p> <p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Constat :</p> <p>La lettre d'invitation adressée aux candidats n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Cependant tous les critères de sélection sont consignés dans les termes de référence transmis par la lettre.</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut d'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié.</p> <p>Défaut d'évaluation de l'offre financière dudit candidat.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>

	<p>Constat :</p> <p>Absence d'accusés de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Pour 2015, les lettres portent des accusés de réception.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'informations relatives à l'attributaire du marché et le montant de l'attribution.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Une avance de démarrage de 50% du montant du marché a été prévue dans le contrat.</p> <p>Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p> <p>En référence à l'article 372.3.b du CGI, le régime de précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une</p>
--	--

	<p>bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation. Document déjà téléchargé et partagé entre des responsables du service.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur les critères de sélection et leur mode d'application détaillé, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constats et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le défaut d'ouverture et d'évaluation de l'offre financière de l'unique candidat qualifié, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les accusés de réception des lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur la mention du nom de l'attributaire et du montant auquel le marché a été attribué sur les lettres d'information des candidats évincés, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'avance de démarrage de 50% du montant du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, nous prenons acte de vos</p>

	<p>commentaires.</p> <p>En effet, les agences ne sont pas assujetties au précompte de la TVA, conformément à l'article 372.3.b du CGI, pour les livraisons de biens et prestations de services effectués à leur profit.</p> <p>Mais un précompte de TVA a bel et bien été mentionné dans les actes de règlement du dossier, ce qui a entraîné la confusion.</p> <p>Cependant, nous retirons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés, et la clarté des copies des documents de marché, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons fortement, à vous y conformer, pour l'avenir.
--	--

Recrutement d'un consultant pour l'étude sur l'élaboration des fiches de micro-projets	
Date d'invitation des candidats	23 Mai 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	04 Juin 2013 à 10 heures
Délai de préparation des offres	10 jours
Durée de validité de l'offre	45 jours
Date d'attribution provisoire	2013
Date du contrat	-
Date d'enregistrement du contrat	-
Candidats consultés	<ul style="list-style-type: none"> - MRS OUSSEYNOU LAGNANE et AMADOU DIONE - SONED AFRIQUE - INGEQUIP INGENIERIES - PROFESSEUR ABOUBAKER CHEDID BEYE
Nombre d'offres reçues	<p>Cinq (5) offres ont été reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - KEUR GOUMACK - AFRIQUE SYNERGIES SYSTEMES - GRADES - ETRACOM - CAC
Délai d'exécution	01 mois
Attributaire	Cabinet OUSSEYNOU LAGNANE et AMADOU DIONE
Montant du marché en F CFA TTC	2 500 000
Non conformités	<p>La lettre d'invitation adressée aux candidats, n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.</p> <p>La commission des marchés n'a pas procédé à l'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié, en</p>

	<p>violation de l'article 80.5 du CMP.</p> <p>La commission d'analyse n'a pas procédé à l'évaluation de l'offre financière dudit candidat.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution provisoires et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, ne mentionnent pas l'attributaire du marché et n'ont pas été accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leurs réceptions.</p> <p>Les lettres ne mentionnent pas le montant auquel, le marché a été attribué.</p> <p>Une avance de démarrage de 50% du montant du marché a été prévue dans les modalités de paiement, en violation des dispositions de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché.</p> <p>Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie, en violation de l'article 96.1 du CMP.</p> <p>Les documents relatif au règlement de la 2^{ème} tranche du marché, n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis.</p>
Recommandations	<p>Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les critères de sélection des candidats ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles ;</p> <p>Veiller à l'ouverture des offres en deux (2) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles ; au respect ;</p> <p>Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information de l'attributaire et des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires ;</p> <p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour</p>

	<p>publication ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 du CMP, sur l'avance de démarrage ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Constat :</p> <p>Absence de critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte et veillerons désormais à se conformer à la recommandation</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut d'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié.</p> <p>Défaut d'évaluation de l'offre financière dudit candidat.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte et veillerons à ce que les procédures d'ouverture et d'attribution s'effectuent en deux (2) temps, conformément à l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'accusés de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats. Toutefois, il est important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée, en son article 2 paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit, les soumissionnaires non retenus, mais ne mentionnent pas</p>

	<p>expressément la décharge obligatoire desdits courriers.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'informations relatives à l'attributaire du marché et le montant de l'attribution.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation. Néanmoins, bien vouloir nous indiquer les références dans le CMP.</p> <p>Constat :</p> <p>Une avance de démarrage de 50% du montant du marché a été prévue dans le contrat.</p> <p>Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à nous conformer aux articles 96.1 et 96.2 du CMP.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence de documents relatifs au règlement de la deuxième tranche du marché.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur les critères de sélection et leur mode d'application détaillé, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le défaut d'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les accusés de réception des lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Certes, les dispositions précitées ne requièrent pas formellement une décharge, il convient de préciser que</p>

	<p>cette information des candidats non retenus, étant une formalité essentielle en ce qu'elle permet aux candidats non retenus de pouvoir exercer leurs droits de recours, il est important de s'assurer que l'AC s'en est bien acquittée et que lesdites lettres ont été effectivement reçues. Sous ce rapport, elles doivent être accusées de réception, par leurs destinataires.</p> <p>- Sur la mention du nom de l'attributaire et du montant auquel le marché a été attribué sur les lettres d'information des candidats évincés, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous ne sommes pas en mesure de vous indiquer les références dans le code des marchés. Cependant le bon sens et les bonnes pratiques dans les marchés publics, voudraient que par la précision des informations mentionnées dans ces documents, le candidat évincé, puisse mieux apprécier, la décision d'exercer, le cas échéant, son droit de recours. Surtout qu'en matière de DRP, la séance d'ouverture des plis n'est pas obligatoirement publique, cette mention permettrait à chaque candidat de mieux apprécier le choix de la commission, au regard de son offre financière.</p> <p>- Sur l'avance de démarrage de 50% du montant du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'absence de documents relatifs au règlement de la deuxième tranche du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p>
--	--

DRP Fourniture et mise en place d'un système informatique intégré de gestion comptable et financière	
Date de saisine des fournisseurs	09 Juillet 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	23 Juillet 2013 à 10 h
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	31 Décembre 2013
Fournisseurs consultés	<p>Six (06) fournisseurs consultés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - VAHI CONSULTING ex HI INFORMATIQUE - CABINET 2 D BUSSINESS CONSULTING - SENINFOR SA - GLOBAL COMPUTER SOLUTIONS SARL - 2SI/STRATEGIES ET SOLUTIONS - CATALYST BUSINESS SOLUTIONS
Nombre d'offres reçues	<p>Trois (03) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CABINET 2 D BUSSINESS CONSULTING - VAHI CONSULTIONG ex HI INFORMATIQUE - 2SI/STRATEGIES ET SOLUTIONS
Attributaire	CABINET 2 D BUSSINESS CONSULTING
Montant du marché en F CFA TTC	13 685 000
Date de souscription	non mentionnée
Date d'enregistrement	non mentionnée
Contrôle au préalable	Le marché est inscrit dans le PPM.
Non conformités	<p>Le marché a été traité comme un marché de prestations intellectuelles alors qu'il s'agit d'un marché de fournitures.</p> <p>Entre l'ouverture des plis (23 Juillet 2013) et l'attribution du marché, un délai de plus de quatre (04) mois, s'est</p>

	<p>écoulé, en violation de l'article 70 du CMP qui donne à la commission un délai de quinze (15) jours, à compter de l'ouverture des plis, pour faire une proposition d'attribution, sauf prorogation d'une durée de dix (10) jours, sur demande motivée, adressée à la DCMP.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées par leurs destinataires pour attester de leur réception effective. En plus, elles ne mentionnent pas l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué.</p> <p>La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Le contrat ne mentionne ni le délai de livraison, ni les pénalités de retard, en violation de l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat.</p> <p>La copie du chèque du 2^{ème} acompte et les justificatifs de paiement de l'avance de démarrage, et du reliquat à verser après la mise en service du système, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
<p>Recommandations</p>	<p>Se conformer aux dispositions réglementaires sur la détermination de la nature des marchés ;</p> <p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus et à la décharge desdites lettres, pour attester de leur réception effective ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>Veiller à la clarté des copies des documents de marché, pour faciliter la collecte des informations ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des</p>

	marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Constat :</p> <p>Traitement du marché comme un marché de prestations intellectuelles alors qu'il s'agit d'un marché de fournitures.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Délai de plus de quatre (04) mois écoulé entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'accusés de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats. Toutefois, il est important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée, en son article 2 paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit, les soumissionnaires non retenus, mais ne mentionnent pas expressément la décharge obligatoire desdits courriers.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'informations relatives à l'attributaire du marché et le montant de l'attribution.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation. Néanmoins, bien vouloir nous indiquer les références dans le CMP.</p> <p>Constat :</p>

	<p>Défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à nous conformer à l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence de mentions obligatoires telles que le délai de livraison et les pénalités de retard.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence de pièces justificatives de paiement de l'avance, de la copie de chèque du 2^{ème} acompte et du reliquat.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p> <p>En référence à l'article 372.3.b du CGI, le régime de précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.</p> <p>Recommandations :</p> <p>Veiller à la clarté des copies des documents de marché, pour faciliter la collecte des informations.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
--	---

	<p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur le traitement du marché comme un marché de prestations intellectuelles alors qu'il s'agit d'un marché de fournitures, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le délai de plus de quatre (04) mois écoulé entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur les accusés de réception des lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Certes, les dispositions précitées ne requièrent pas formellement une décharge, il convient de préciser que cette information des candidats non retenus, étant une formalité essentielle en ce qu'elle permet aux candidats non retenus de pouvoir exercer leurs droits de recours, il est important de s'assurer que l'AC s'en est bien acquittée et que lesdites lettres ont été effectivement reçues. Sous ce rapport, elles doivent être accusées de réception, par leurs destinataires.</p> <p>- Sur la mention du nom de l'attributaire et du montant auquel le marché a été attribué sur les lettres d'information des candidats évincés, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Nous ne sommes pas en mesure de vous indiquer les références dans le code des marchés. Cependant le bon sens et les bonnes pratiques dans les marchés publics, voudraient que par la précision des informations mentionnées dans ces documents, le candidat évincé, puisse mieux apprécier, la décision d'exercer, le cas échéant, son droit de recours. Surtout qu'en matière de DRP, la séance d'ouverture des plis n'est pas</p>

	<p>obligatoirement publique, cette mention permettrait à chaque candidat de mieux apprécier le choix de la commission, au regard de son offre financière.</p> <p>- Sur la transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'absence de mentions obligatoires dans le contrat, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'absence de pièces justificatives de paiement, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>En effet, les agences ne sont pas assujetties au précompte de la TVA, conformément à l'article 372.3.b du CGI, pour les livraisons de biens et prestations de services effectués à leur profit.</p> <p>Mais un précompte de TVA a bel et bien été mentionné dans les actes de règlement du dossier, ce qui a entraîné la confusion. Nous retirons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés, et la clarté des copies des documents de marché, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons fortement, à vous y conformer, pour l'avenir.</p>
--	---

3.2.5 Marchés conclus par DRP

DRP Achat de consommables informatiques et de fournitures de bureau Lot 1 Fournitures de bureau Lot 2 Consommables informatiques	
Date de saisine des fournisseurs	30 Avril 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	14 Mai 2014 à 10 h 30 mn
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	29 ai 2013
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - TOURE EQUIPEMENT - GLOBAL PRESTIGE - SAREDICA SARL - NDINDI INFORMATIQUE - SSI - CSI - UBO - EURO SERVICES SENEGAL - AFRICACOM - FABECO
Nombre d'offres reçues	Cinq (5) offres reçues : <ul style="list-style-type: none"> - UBO - SERVICE NDINDI INFORMATIQUE - TOURE EQUIPEMENT - SAREDICA SARL - FABEMO
Attributaire	SERVICE NDINDI INFORMATIQUE Lot 1 FABEMO Lot 2
Montant du marché en F CFA TTC	2 178 280 Lot 1

	2 103 350 Lot 2
Non conformités	<p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées par leurs destinataires pour attester de leur réception effective, conformément à l'article 78.2 du CMP et de la circulaire 004 PM du 31 Mars 2009, portant mise en œuvre des DRP. En plus, elles ne mentionnent pas les attributaires du marché et le montant auquel, les marchés ont été attribués.</p> <p>L'avis d'attribution provisoire a été émis mais, le support de publication, n'a pas été classé dans le dossier.</p> <p>La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics.</p>
Recommandations	<p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire 004 PM du 31 Mars 2009, portant mise en œuvre des DRP, sur l'effectivité de l'information des candidats non retenus;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Constat :</p> <p>Absence d'accusés de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats. Toutefois, il est important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée, en son article 2 paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit, les soumissionnaires non retenus, mais ne mentionnent pas</p>

	<p>expressément la décharge obligatoire desdits courriers.</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut de classement du support de publication de l'avis d'attribution provisoire, après émission.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à nous conformer à l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Constat :</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p> <p>En référence à l'article 372.3.b du CGI, le régime de précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.</p> <p>Recommandations :</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur les accusés de réception des lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Certes, les dispositions précitées ne requièrent pas formellement une décharge, il convient de préciser que cette information des candidats non retenus, étant une formalité essentielle en ce qu'elle permet aux candidats</p>

	<p>non retenus de pouvoir exercer leurs droits de recours, il est important de s'assurer que l'AC s'en est bien acquittée et que lesdites lettres ont été effectivement reçues. Sous ce rapport, elles doivent être accusées de réception, par leurs destinataires.</p> <p>- Sur le défaut de classement du support de publication de l'avis d'attribution provisoire, après émission, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et même si la publication n'est pas obligatoire, du moment que l'avis a été émis, il devait être publié et l'AC ne doit pas émettre des actes et les classer dans les dossiers, pour asseoir un semblant de conformité des procédures déroulées.</p> <p>- Sur le défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>En effet, les agences ne sont pas assujetties au précompte de la TVA, conformément à l'article 372.3.b du CGI, pour les livraisons de biens et prestations de services effectués à leur profit.</p> <p>Mais une attestation de précompte de TVA a bel et bien été classée dans les actes de règlement du dossier, ce qui a entraîné la confusion. Nous retirons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés, et la clarté des copies des documents de marché, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons fortement, à vous y conformer, pour l'avenir.</p>
--	--

DRP Fournitures de matériels informatiques	
Date de saisine des fournisseurs	16 Décembre 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	23 Décembre 2013 à 10 h
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	31 Décembre 2013
Fournisseurs consultés	<p>Cinq (05) fournisseurs consultés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - MAINTENANCE - PICO MEGA SENEGAL - OUMOU INFORMATIQUE - ESPACE GLOBAL - GENERAL LOGISTIQUE
Nombre d'offres reçues	<p>Cinq (5) offres reçues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MAINTENANCE - PICO MEGA SENEGAL - OUMOU INFORMATIQUE - ESPACE GLOBAL - GENERAL LOGISTIQUE
Attributaire	OUMOU INFORMATIQUE
Montant du marché en F CFA TTC	22 764 560
Date de souscription	31 décembre 2013
Date d'enregistrement	16 Janvier 2014
Contrôle au préalable	Le marché est inscrit dans le PPM.
Non conformités	<p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées par leurs destinataires pour attester de leur réception effective. En plus, elles ne mentionnent pas les attributaires du marché et le montant auquel, les marchés ont été attribués.</p> <p>L'avis d'attribution provisoire a été émis mais, le support de publication, n'a pas été classé dans le dossier.</p>

	<p>La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Le contrat ne mentionne ni le délai de livraison, ni les pénalités de retard, en violation de l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat.</p>
Recommandations	<p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Constat :</p> <p>Absence d'accusés de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut de classement du support de publication de l'avis d'attribution provisoire, après émission.</p> <p>Réponse :</p> <p>Les DRP (seuil : moins de 30 000 000 FCFA pour les agences publiques) ne font pas l'objet d'une publication dans un journal de grande diffusion.</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.</p>

	<p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence de mentions obligatoires telles que le délai de livraison et les pénalités de retard.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p> <p>En référence à l'article 372.3.b du CGI, le régime de précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.</p> <p>Recommandations :</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur les accusés de réception des lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le défaut de classement du support de publication de l'avis d'attribution provisoire, après émission, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Effectivement, la publication n'est pas obligatoire. Cependant, du moment que l'avis a été émis, il devait être publié et l'AC ne doit pas émettre des actes et les classer dans les dossiers, pour asseoir un semblant de conformité des procédures déroulées et nous maintenons nos</p>

	<p>observations sur ce point.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur le défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur l'absence de mentions obligatoires dans le contrat, nous prenons acte de vos commentaires. <p>Vous confirmez nos allégations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, nous prenons acte de vos commentaires. <p>En effet, les agences ne sont pas assujetties au précompte de la TVA, conformément à l'article 372.3.b du CGI, pour les livraisons de biens et prestations de services effectués à leur profit.</p> <p>Mais une attestation de précompte de TVA a été classée dans les actes de règlement du dossier pour le Lot 1, ce qui a entraîné la confusion. Nous retirons nos observations sur ce point.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés, et la clarté des copies des documents de marché, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons fortement, à vous y conformer, pour l'avenir.
--	---

3.2.6 Marchés conclus par Demande de Cotation

DC Travaux d'aménagement de MERMOZ Lot 1 : Menuiserie – Maçonnerie Lot 2 : Electricité et Froid	
Date de saisine des fournisseurs	14 Mars 2013
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	19 Mars 2013 à 16 h
Délai de préparation des offres	5 jours
Date d'attribution	
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - ALUMINIUM INTERNATIONAL - DABAKH ALUMINIUM CONSTRUCTION - ENTREPRISE FALL NDENE (EFAN) - TIBER - SAHEL MULTISERVICES - FRELEC
Nombre d'offres reçues	Cinq (5) offres reçues : <ul style="list-style-type: none"> - ALUMINIUM INTERNATIONAL : Lot 1 1 890 678 FCFA TTC - DABAKH ALUMINIUM CONSTRUCTION: Lot 1 2 942 215 FCFA TTC - ENTREPRISE FALL NDENE (EFAN): Lot 1 2 544 622 FCFA TTC - TIBER: Lot 2 1 492 110 FCFA TTC - SAHEL MULTISERVICES: Lot 2 2 304 363 FCFA TTC - FRELEC: Lot 2 2 316 931 FCFA TTC
Attributaire	SERVICE NDINDI INFORMATIQUE Lot 1 FABEMO Lot 2
Montant du marché en F CFA TTC	1 890 678 Lot 1 1 492 110 Lot 2

Non conformités	<p>L'évaluation des offres et l'attribution des marchés, ont été confondues dans un même document, en violation de la réglementation, car il faut établir des rapports et PV distincts pour chaque étape de la procédure.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées par leurs destinataires pour attester de leur réception effective. En plus, elles ne mentionnent pas les attributaires du marché et le montant auquel, les marchés ont été attribués.</p> <p>Les lettres de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, point de départ des délais contractuels d'exécution, n'ont pas été classées dans le dossier.</p> <p>La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics.</p>
Recommandations	<p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;</p> <p>Veiller à la notification de l'ordre de service de démarrage ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Constat :</p> <p>Confusion de l'évaluation et de l'attribution dans un même document.</p> <p>Réponse :</p> <p>Conformément à l'article 1 alinéa 2 de la lettre Circulaire 0004PM CAB CP du 31 Mars 2009, les demandes de cotation ne font pas l'objet de PV distincts « ...l'autorité contractante attribue le marché au candidat ayant soumis la proposition la moins disante et en dresse procès-verbal signé par la personne habilitée à cet effet. La procédure</p>

	<p>décrite aux alinéas précédents ne nécessite ni cahier de charge formel, ni publicité ou saisine ».</p> <p>Constat :</p> <p>Absence d'accusés de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.</p> <p>Absence d'informations relatives à l'attributaire du marché et le montant de l'attribution.</p> <p>Réponse :</p> <p>Voir article 2, alinéa 5 de la lettre circulaire ci-dessus.</p> <p>Constat :</p> <p>Absence de notification de l'ordre de démarrage, point de démarrage des délais contractuels.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>Défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p> <p>Constat :</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Réponse :</p> <p>En référence à l'article 372.3.b du CGI, le régime de précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.</p> <p>Mais un précompte de TVA a été mentionné dans les actes de règlement du dossier, ce qui a entraîné la confusion.</p> <p>Cependant, nous retirons nos observations sur ce point.</p> <p>Recommandations :</p> <p>S'appropriier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des</p>
--	--

	<p>marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p> <p>Réponse :</p> <p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>
Appréciation du Consultant	<p>- Sur la confusion de PV, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Cependant, l'article 1 alinéa 2 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, cité en référence stipule que « les propositions financières sont soumises sous forme de factures pro forma, sur la base d'une description précise des prestations ou fournitures recherchées. Elles sont transmises librement sous enveloppe, par fax ou par courrier électronique. L'autorité contractante attribue le marché au candidat ayant soumis la proposition la moins disante et en dresse procès-verbal signé par la personne habilitée à cet effet.</p> <p>La procédure décrite aux alinéas précédents ne nécessite ni cahier de charge formel, ni publicité ou saisine ».</p> <p>Cette disposition ne fait aucune mention à une confusion de PV. Par ailleurs, les bonnes pratiques dans les marchés publics, voudraient que des PV distincts soient établis, au titre du principe de transparence des procédures.</p> <p>- Sur les accusés de réception et la mention de l'attributaire et du montant de l'attribution du marché dans les lettres d'information, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>L'article 2 alinéa 5 de la circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009, cité stipule que « la publication d'un avis d'attribution provisoire telle que prescrite à l'article 83.3 du CMP n'est pas obligatoire. Toutefois, l'AC a l'obligation d'informer par écrit, les soumissionnaires non retenus ».</p> <p>Cette obligation d'information des candidats non retenus inclut de facto l'effectivité de la réception de la lettre qui ne peut être établie que par l'accusé de réception ou décharge du destinataire.</p> <p>En outre l'information consignée dans la lettre doit être la plus complète possible, d'autant qu'elle permet au candidat d'exercer son droit de recours, le cas échéant.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations sur ces points.</p>

	<p>- Sur l'absence de notification de l'ordre de démarrage, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur le défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Vous confirmez nos constatations et nous maintenons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur l'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>En effet, les agences ne sont pas assujetties au précompte de la TVA, conformément à l'article 372.3.b du CGI, pour les livraisons de biens et prestations de services effectués à leur profit.</p> <p>Mais une attestation de précompte de TVA a été classée dans le dossier, ce qui a entraîné la confusion.</p> <p>Cependant, nous retirons nos observations sur ce point.</p> <p>- Sur les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés, et la clarté des copies des documents de marché, nous prenons acte de vos commentaires et vous encourageons fortement, à vous y conformer, pour l'avenir.</p>
--	---

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Le mode de paiement (chèque, virement ou espèces) du lot 2 de l'Appel d'offres Fournitures de véhicules, n'a pas été décliné.</p> <p>L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.</p>
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>Il convient de recommander à l'autorité contractante de préciser le mode de paiement des marchés ;</p> <p>Il convient de recommander à l'autorité contractante de s'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés élaborés et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>

3.4 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1 Sélection

3.4.2 Travaux effectués

3.4.3 Résultats

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE	
	NON EFFECTUEE

SECTION 4
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

APPEL D'OFFRES

Les non-conformités ci-après ont été notées sur la mise en œuvre de l'appel d'offres :

Les copies des convocations adressées aux membres de la Commission des Marchés pour les inviter à assister aux séances d'ouverture des offres et d'examen du rapport d'évaluation aux fins d'attribution du marché ne sont pas classées dans le dossier de marché ; l'Autorité Contractante doit se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP et veiller au respect du délai de cinq jours francs à observer entre la date de réception des convocations et la date de tenue des réunions.

- Un délai anormalement long a été noté dans la mise en œuvre de la procédure d'appel d'offres. Il s'agit d'une entorse aux règles de passation des marchés qui recommandent de faire l'attribution dans les quinze jours qui suivent l'ouverture des plis ; ce délai peut être prorogé de dix jours après avis de la DCMP conformément à l'article 70 du CMP. Le dossier de marché ne comprend pas les requêtes formulées par l'Autorité Contractante à cet effet, ni l'avis favorable émis par la DCMP ;
- Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées par leurs destinataires pour attester de leur réception effective. En plus, elles ne mentionnent pas les attributaires du marché et le montant auquel, les marchés ont été attribués.
- Le dossier de marché ne comprend pas une copie de la lettre de mainlevée des garanties de soumission qu'il convient de restituer aux soumissionnaires non retenus dans les délais requis ; sous ce rapport, il y'a lieu de signaler que la formulation de l'article 83-3 du CMP devrait être revue car, la restitution des garanties de soumission au moment de l'information des candidats évincés du rejet de leurs offres

est, à notre avis, prématurée dès lors qu'en cas de non conclusion du contrat avec l'attributaire pressenti, l'Autorité Contractante est amenée à contracter avec le second moins disant.

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les non-conformités récurrentes ci-après ont été notées sur la mise en œuvre des procédures de Prestations intellectuelles :

- Les lettres d'invitation adressées aux candidats pressentis, n'indiquent pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, sur la base des critères portés à leur connaissance dans les avis d'appel à manifestation d'intérêt ou les lettres d'invitation, selon le seuil applicable.
- Les convocations adressées aux membres de la Commission des Marchés pour les inviter à assister aux séances d'ouverture des offres et d'examen du rapport d'évaluation aux fins d'attribution du marché ont été envoyées moins de cinq jours avant la date de la réunion ; l'Autorité Contractante doit se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP et veiller au respect du délai de cinq jours francs à observer entre la date de réception des convocations et la date de tenue des réunions.
- La commission des marchés n'a pas procédé à l'ouverture des offres financières des candidats dans plusieurs marchés, en violation de l'article 80.5 du CMP qui stipule qu'après ouverture des offres techniques, seuls les candidats ayant présentés les offres techniquement qualifiées et conformes verront leurs offres financières ouvertes. A cet effet la commission d'analyse n'a pas procédé à l'évaluation des offres financières des soumissionnaires qualifiés et conformes.
- Dans plusieurs dossiers de marché, un PV d'attribution n'a pas été établi par la commission des marchés, en violation de l'article 78.2 du

CMP qui stipule qu'après choix du candidat présentant l'offre conforme évaluée la moins disante, l'AC rédige un procès-verbal d'attribution.

- Les lettres de notification d'attribution provisoires et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leurs réceptions et ne mentionnent pas pour chaque marché, l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué. Ce qui n'est pas conforme à l'article 2 de la directive n°04 de l'UEMOA portant procédures de passation d'exécution et de règlement des marchés publics, sur les principes généraux de passation des marchés publics et particulièrement, le principe de transparence des procédures.
- La transmission des procès-verbaux d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78-3 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics.
- Les dossiers ne comportent pas toujours les justificatifs d'exécution des marchés (contrats, livrables et actes de paiement).
- Des avances de démarrage dépassant le seuil fixé par la réglementation des marchés publics ont été prévues dans des modalités de paiement, en violation des dispositions de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché. En outre les garanties requises pour ces avances n'ont pas été sollicitées, en violation de l'article 96.1 du CMP

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Les non-conformités récurrentes ci-après ont été notées sur la mise en œuvre des procédures de DRP :

- Les lettres de notification d'attribution provisoires et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été

accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leurs réceptions et ne mentionnent pas pour chaque marché, l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué. Ce qui n'est pas conforme à l'article 2 de la directive n°04 de l'UEMOA portant procédures de passation d'exécution et de règlement des marchés publics, sur les principes généraux de passation des marchés publics et particulièrement, le principe de transparence des procédures.

- La transmission des PV d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant Code des Marchés Publics ;
- Des mentions obligatoires telles que le délai d'exécution et les pénalités de retard, ont été omises dans les contrats, ce qui n'est pas conforme à l'article 13 du CMP.
- De nombreuses carences dans le classement des dossiers de demande de renseignement et de prix.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

AOO

Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP, sur l'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés cinq (5) jours avant la date de la réunion ;

Veiller au respect de l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution du marché ;

Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus et à la décharge desdites lettres, pour attester de leur réception effective ;

Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP, sur la publication de l'attribution provisoire et la mainlevée des garanties de soumission

des candidats non retenus ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat ;

Veiller au respect de l'article 85 du CMP, sur la publication de l'avis d'attribution définitive ;

Il convient de préciser le mode de paiement des marchés ;

Prestations Intellectuelles

Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les critères de sélection des candidats ;

Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles ;

Veiller à l'ouverture des offres en deux (2) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles ;

Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire ;

Veiller au respect de l'article 70 du CMP, sur le délai d'attribution du marché ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information de l'attributaire et des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires ;

Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.

Veiller au respect de l'article 96 du CMP, sur l'avance de démarrage ;

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé

par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

DRP et DC

Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la circulaire 004 PM du 31 Mars 2009, portant mise en œuvre des DRP, sur l'effectivité de l'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres ;

Veiller au respect de l'article 96 du CMP, sur l'avance de démarrage ;

Veiller à la notification de l'ordre de service de démarrage ;

Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.

S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.

SECTION 5
SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Rappel des recommandations	Actions entreprises par l'ADL	Evaluation des actions entreprises	Plan d'action suggéré	Commentaires de l'autorité Contractante
Veiller au respect des dispositions de l'article 149 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en exigeant l'enregistrement des contrats avant l'exécution du marché.	Les contrats ont été soumis à la formalité de l'enregistrement	Recommandation mise en œuvre.	Aucun	
Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.	Les justificatifs de la transmission du PV d'attribution à la DCMP, n'ont pas été classés dans les dossiers	Recommandation non mise en œuvre.	Recommandation à reconduire	
Veiller au respect des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en ouvrant les plis aux dates et heures limites de dépôt des offres	Les plis ont été ouverts aux dates et heures limites de dépôt des offres	Recommandation mise en œuvre.	Aucun	

SECTION 6
STATISTIQUES DES ANOMALIES

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AO N° F_DAF_011/VE Fourniture de Véhicules Lot 1 : Deux (2) Pick-up 4x4 double cabine Lot 2 : Deux (2) Véhicules Berline	
Nature	Fournitures	
Attributaires	CCBM INDUSTRIES : Lot 1 LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE : Lot 2	
Montants en F CFA TTC	21 600 000 Lot 1 22 400 000 Lot 2	
Violation de l'article 39 du CMP sur la convocation des membres de la commission des marchés	✓	
Violation de l'article 67.4 du CMP sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires	✓	
Violation de l'article 83.3 du CMP sur la publication de l'attribution provisoire	✓	
Violation des articles 85 in fine du CMP sur la notification et la publication de l'attribution définitive des marchés	✓	
Non exhaustivité de l'archivage des documents de passation des marchés	✓	

Description	Etudes d'Impact de l'utilisation des ressources financières transférées par l'Etat aux collectivités locales : Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD) et Fonds d'Equipeement des Collectivités Local (FECL)	Recrutement d'un consultant pour la mise en place d'un Observatoire National de la Décentralisation et du Développement Local au sein de l'Agence de Développement Local	Elaboration d'un fascicule sur le Développement Economique Local (DEL)	Recrutement d'un consultant pour l'étude sur l'élaboration des fiches de micro-projets	Fourniture et mise en place d'un système informatique intégré de gestion comptable et financière
Nature	Prestations Intellectuelles	Prestations Intellectuelles	Prestations Intellectuelles	Prestations Intellectuelles	Prestations Intellectuelles
Attributaires	GROUPEMENT CABINET MONTEIL & COMPAGNIE BARRY	SEYSOO	KEUR GOUMACK	OUSSEYNOU LAGNANE et AMADOU DIONE	CABINET 2 D BUSSINESS CONSULTING
Montants en F CFA TTC	13 570 000	14 832 600	7 875 000	2 500 000	13 685 000
Violation de l'article 80.5 du CMP sur l'ouverture des offres en deux (2) temps et l'évaluation des offres financières	✓	✓	✓	✓	
Violation de l'article 80.5 du CMP sur l'évaluation des offres financières des candidats qualifiés	✓	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai d'attribution du marché					✓
Violation de l'article 78.2 du CMP sur l'établissement du procès-verbal d'attribution	✓	✓	✓	✓	
Non-respect des dispositions de l'article 78.2	✓	✓	✓	✓	

du CMP, sur l'effectivité de l'information des candidats non retenus					
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur la mentionne du délai de livraison et des pénalités de retard					✓
Violation des dispositions de l'article 96.2 du CMP sur le plafond du montant de l'avance de démarrage	✓	✓	✓	✓	✓
Violation des dispositions de l'article 96.1 du CMP sur la garantie de l'avance de démarrage	✓	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓	✓	✓

Description	DRP Achat de consommables informatiques et de fournitures de bureau Lot 1 Fournitures de bureau Lot 2 Consommables informatiques	DRP Fournitures de matériels informatiques	DC Travaux d'aménagement de MERMOZ Lot 1 : Menuiserie – Maçonnerie Lot 2 : Electricité et Froid		
Nature	Fournitures	Fournitures	Fournitures		
Attributaires	SERVICE NDINDI INFORMATIQUE Lot 1 FABEMO Lot 2	OUMOU INFORMATIQUE	SERVICE NDINDI INFORMATIQUE Lot 1 FABEMO Lot 2		
Montants en F CFA TTC	2 178 280 Lot 1 2 103 350 Lot 2	22 764 560	1 890 678 Lot 1 1 492 110 Lot 2		
Non-respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP et de la Circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'effectivité de l'information des candidats non retenus	✓		✓		
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur la mentionne du délai de livraison et des pénalités de retard		✓			
Non exhaustivité des documents de passation des marchés	✓	✓	✓		

7. ANNEXES

7.1 LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 25 juin 2015

**Monsieur le Directeur Général
de l'Agence de Développement Local
(ADL)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci-joint la version provisoire du rapport de la mission en objet pour examen en vue de la tenue d'une séance de travail, à votre convenance, au cours de la semaine du 29 juin au 3 juillet 2015.

Vos commentaires et observations sont attendus dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Veuillez agréer, **Monsieur le Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

**Ibra Guèye
Directeur-Associé**

Vu le 25/06/2015.

7.2 REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE



Dakar, le 10 2^e JUIN 2015

Le Directeur Général

Objet: Eléments de réponses sur le rapport provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2013

Référence : Votre lettre du 25 juin 2015

Monsieur le Directeur,

J'accuse réception de votre courrier cité en référence par lequel vous nous notifiez quelques manquements relevés dans le classement et l'archivage des documents de marché au titre de la gestion 2013.

En retour, je vous fais parvenir, ci-joint, les observations et commentaires de l'Agence de Développement local (ADL), ainsi que quelques documents administratifs ou autres supports retrouvés après votre passage.

Toutefois, je voudrais vous informer qu'entre 2013 et 2014, l'Agence a eu à procéder à deux déménagements successifs de son siège. Cela a affecté négativement la conservation de nos archives administratives.

Prenant acte des recommandations pertinentes formulées dans votre rapport, je vous assure que des mesures correctives sont actuellement prises et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Associé, l'expression de ma parfaite considération.

Pièces jointes :

- Propositions de réponses aux recommandations de marchés de 2013
- Pièces de marchés et courriers administratifs complémentaires.

A/ Monsieur le Directeur Associé
Business System Consulting Group
(B.S.C)

-DAKAR-

Reçu le 06/07/2015
à 12H06



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple-Un But-Une Foi



MINISTERE DE LA GOUVERNANCE LOCALE, DU DEVELOPPEMENT
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



« Agir ensemble pour le développement durable de nos territoires »

**RAPPORT PROVISOIRE DE LA MISSION DE REVUE
INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES
DES AUTORITES CONTRACTANTES AU TITRE
DE LA GESTION 2013 :**

ELEMENTS DE REPONSE DE L'ADL

Juillet 2015

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
AO N°F_DAF_011/VE Fourniture de véhicules Lot 1 : Deux (02) Pick-up 4x4 double cabines Lot 2 : Deux (02) Véhicule Berline	<p>L'autorisation de la CCVA n'a pas été classée dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 2.2 du décret n°2008-695 du 30 juin 2008 aux termes duquel, « l'acquisition des véhicules administratifs, en dehors dudit programme, est subordonnée à l'autorisation du Premier Ministre »</p>	<p>Veiller au respect de l'article 2 du décret n°2008-695 du 30 juin 2008, sur la demande de l'autorisation de la CCVA pour tout marché de véhicule administratif.</p>	<p>Nous prenons acte du défaut de classement soulevé.</p> <p>L'autorisation de la CCVA existe : lettre n° 516/MATCL/ADL/DG/DAF du 31 juillet 2013</p> <p>Réponse favorable courrier n° 3403/PM/SGG/CCVA du 12 septembre 2013 (cf. annexe 1)</p> <p>Nous veillerons à leur classement dans le dossier.</p>
	<p>Les convocations adressées aux membres de la commission des marchés, cinq (05) jours francs entre la date de convocation et celle de la réunion, n'ont pas été classées dans le dossier qui nous a été remis, en violation de l'article 39 du CMP</p>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP sur l'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés 05 jours avant.</p>	<p>Nous prenons acte de cette recommandation</p>
	<p>Les justificatifs de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires n'ont pas été classés dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP.</p>		<p>Nous prenons acte de cette recommandation</p>
	<p>Le délai d'attribution du marché a été anormalement long (30 septembre 2013 – 3 décembre 2013), en violation de l'article 70 du CMP, même si la DCM avait donné un avis favorable à la prorogation dudit délai, le 28 novembre 2013, la prorogation ne pouvant être que d'un maximum de dix (10) jours.</p>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 70 CPM, sur le délai d'attribution du marché.</p>	<p>Nous prenons acte de cette recommandation</p>
	<p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées par leurs destinataires pour attester de leur réception effective.</p>		<p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats. Toutefois, il est important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée en son article 2, paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus, mais ne</p>

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
			mentionne pas expressément la décharge obligatoire desdits courriers.
	En plus, ces lettres ne mentionnent pas les attributaires du marché et le montant auquel, les marchés ont été attribués.	Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	Nous prenons acte de cette recommandation. Néanmoins, bien vouloir nous indiquer les références dans le CMP.
	Le support de publication de l'attribution provisoire n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 83.3 du CMP.	Se conformer aux dispositions de l'article 83.3 du CMP sur la publication de l'attribution provisoire	Nous prenons acte de cette recommandation
	Le support de publication de l'attribution définitive n'a pas été classé dans le dossier, en violation de l'article 85 in fine du CMP.	Se conformer aux dispositions de l'article 85 du CMP sur la publication de l'attribution définitive	Nous prenons acte de cette recommandation
	La transmission de la garantie de bonne exécution pour le Lot 2, par la SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE n'a pas été renseignée dans le dossier.		Nous prenons acte de cette recommandation
	La copie du chèque du Trésor pour le lot 1, n'a pas été classée dans le dossier qui nous a été remis.		
	Le mode de paiement (chèque, virement ou espèces) du lot 2, n'a pas été déclaré dans le dossier qui nous a été remis.	Il convient de préciser le mode de paiement des marchés	Le mode paiement du marché est par chèque (Trésor : copies jointes)
	L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement, n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.	Veiller au précompte de la TVA et au justificatif de son reversement.	En référence à l'article 372.3 alinéa 3 paragraphe b du CGI du 31/12/2012, le régime du précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.
		S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.	Nous prenons acte de cette recommandation. Document déjà téléchargé et partagé entre les responsables du service.
DRP RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ETUDE SUR L'ELABORATION DES	Absence de critères de sélection et de mode d'application détaillée alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base de critères	Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les critères de sélection des candidats	Nous prenons acte et veillerons désormais à se conformer à la recommandation

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
FICHES DE MICRO-PROJETS	portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation selon le seuil applicable.		
	Défaut d'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié, en violation de l'article 80.5 du CMP.	Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les prestations intellectuelles Veiller à l'ouverture en deux (02) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles ; au respect Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire.	Nous prenons acte et veillerons à ce que les procédures d'ouverture et d'attribution s'effectuent en deux (02) temps, conformément à l'article 80 du CMP sur les marchés de prestations intellectuelles
	Défaut d'évaluation de l'offre financière dudit candidat.		Nous prenons acte et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats.
	Absence d'accusée de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.	Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires	Toutefois, il est important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée en son article 2, paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus, mais ne mentionne pas expressément la décharge obligatoire desdits courriers.
	Absence d'informations relatives à l'attributaire du marché et le montant de l'attribution.	Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	Nous prenons acte de cette recommandation. Néanmoins, bien vouloir nous indiquer les références dans le CMP.
	Une avance de démarrage de 50% du montant du marché a été prévue dans les modalités de paiement, en violation des dispositions de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché. Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat pour l'avance de démarrage consentie, en violation de l'article 96.1 du CMP	Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 du CMP sur le plafond de l'avance de démarrage et de l'article 96.1 du CMP sur la garantie d'avance de démarrage	Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à nous conformer aux articles 96.1 et 96.2 du CMP
	Absence de documents relatifs au règlement de la deuxième tranche du marché	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.	Nous prenons acte de cette recommandation.

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
DRP FOURNITURE ET MISE EN PLACE D'UN SYSTEME INFORMATIQUE INTEGRE DE GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE	Traitement du marché comme un marché de prestation intellectuelles alors qu'il s'agit d'un marché de fournitures	Se conformer aux dispositions réglementaires sur la détermination de la nature des marchés	Nous prenons acte de cette recommandation.
	Délai de 4 mois écoulé entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, en violation de l'article 70 du CMP qui donne à la commission un délai de quinze (15) jours, à compter de l'ouverture des plis, pour faire une proposition d'attribution, sauf prorogation d'une durée de 10 jours, sur demande motivée, adressée à la DCMF		Nous prenons acte de cette recommandation.
	Absence d'accusée de réception des lettres de notification d'attribution provisoire et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres.	Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus et à la décharge desdites lettres, pour attester de leur réception effective.	Nous prenons acte et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats. Mais toutefois, il est à important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée en son article 2, paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus, mais ne mentionne pas expressément la décharge obligatoire desdits courriers.
	Absence d'informations relatives à l'attributaire du marché et le montant de l'attribution		Nous prenons acte de cette recommandation. Bien vouloir nous indiquer les références dans le CMP.
	Défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMF pour publication, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMF pour publication.	Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à nous conformer à l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.
	Absence dans le contrat de mentions obligatoires telles que le délai de livraison et les pénalités de retards, en violation de l'article 13 du CMP.	Veiller au respect des dispositions de l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat.	Nous prenons acte de cette recommandation.
	Absence de pièces justificatives de paiement de l'avance, de la copie du chèque du 2ème acompte et du reliquat à verser après la mise en service du système.		Nous prenons acte de cette recommandation.
	Défaut de classement de l'attestation de précompte de la TVA et du justificatif de son reversement	Veiller au précompte de la TVA et à son reversement	En référence à l'article 372.3 alinéa 3 paragraphe b du CGI du 31/12/2012, le régime du précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
DRP ACHAT DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES ET DE FOURNITURES DE BUREAU Lot1 : Fournitures de bureau Lot 2 : Consommables informatiques		<p>Veiller à la clarté des copies des documents de marché, pour faciliter la collecte des informations</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés</p>	<p>prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.</p> <p>Nous prenons acte de ces recommandations.</p>
	<p>Absence de décharges sur les lettres de notifications adressées aux candidats pour attester de leur réception effective conformément à l'article 78.2 du CMP et à la circulaire 004PM du 31 mars 2009, portant mise en œuvre des DRP</p>	<p>Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus.</p> <p>Veiller aux dispositions de l'article 78.2 du CMP et à la circulaire 004PM du 31 mars 2009, portant mise en œuvre des DRP</p>	<p>Nous prenons acte et veillerons à faire décharger les lettres par les candidats. Toutefois, il est important de noter que l'article 78.2 du CMP, aussi bien que la circulaire évoquée en son article 2, paragraphe 5 préconise l'obligation d'informer par écrit les soumissionnaires non retenus, mais ne mentionne pas expressément la décharge obligatoire desdits courriers.</p>
	<p>Défaut de classement du support de publication de l'avis d'attribution provisoire après son émission</p>	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication.</p>	<p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>
	<p>Défaut de transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics</p>		<p>Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à nous conformer à l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics</p>
	<p>Défaut de classement de l'attestation de précompte de la TVA pour le lot 1</p>	<p>Veiller au précompte de la TVA et à son reversement</p>	<p>En référence à l'article 372.3 alinéa 3 paragraphe b du CGI du 31/12/2012, le régime du précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens et prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat telle que l'ADL.</p>
	<p>Défaut de classement de l'attestation de précompte de la TVA et du justificatif de son reversement</p>	<p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des</p>	<p>Nous prenons acte de cette recommandation.</p>

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
		documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés	
Etudes d'impact de l'utilisation des ressources financières transférées par l'Etat aux collectivités locales : Fonds de Dotation de la Décentralisation (FDD) et Fonds d'Equipement des Collectivités locales (FECL)	La lettre d'invitation adressée aux candidats, n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portés à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.	Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les critères de sélection des candidats	Nous prenons acte de cette recommandation. Cependant tous les critères de sélection sont consignés dans les termes de référence transmis par la lettre d'invitation
	L'obligation de convoquer les membres de la commission des marchés cinq (5) jours avant la date de la réunion, stipulée par l'article 39 du CMP, n'a pas été respectée	Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles	Nous prenons acte de cette recommandation
	Une note technique minimum n'a pas été déterminée pour la qualification des candidats, à l'évaluation des offres techniques et la commission s'est contentée de mentionner les scores obtenus par chaque candidat.	Veiller à fixer la note technique minimum, pour la détermination des candidats qualifiés	La note technique minimale requise est fixée à 70 points dans les termes de référence (TDR joints)
	La commission des marchés n'a pas procédé à l'ouverture des offres financières des candidats, en violation de l'article 80.5 du CMP.	Veiller à l'ouverture des offres en deux (2) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles; au respect	Nous prenons acte de cette recommandation
	La commission d'analyse n'a pas procédé à l'évaluation des offres financières	Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire ;	Nous prenons acte de cette recommandation
	La commission des marchés ne s'est pas réunie pour établir un procès-verbal d'attribution, en violation de l'article 78.2 du CMP.	Se conformer aux dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'établissement d'un procès-verbal d'attribution	Nous prenons acte de cette recommandation
	Les lettres de notification d'attribution provisoires et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leurs réceptions	Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'effectivité de l'information de l'attributaire et des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires	Nous prenons acte de cette recommandation. Pour 2015, les lettres portent des accusés de réception.

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
Recrutement d'un consultant pour la mise en place d'un Observatoire National de la Décentralisation et du Développement Local au sein de l'ADL	Les lettres de notification ne mentionnent pas l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué	Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	Nous prenons acte de cette recommandation.
	Les modalités de paiement prévoient une avance de démarrage de 30% du montant du marché, en violation de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché.	Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 du CMP sur le plafond de l'avance de démarrage et de l'article 96.1 du CMP, sur la garantie d'avance	Nous prenons acte de cette recommandation.
	Le contrat ne mentionne pas de garantie pour l'avance de démarrage consentie, en violation de l'article 96.1 du CMP aux termes duquel, ladite avance doit être accompagnée de la garantie correspondante.		
	La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication	Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons désormais à la transmission des PV
	Les justificatifs d'exécution du marchés (contrat, livrables et actes de paiement), n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis.	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés	Nous prenons acte de cette recommandation. Le contrat est en cours d'exécution. Aucun règlement n'est à ce jour effectué.
	La lettre d'invitation adressée aux candidats n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portées à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.	Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les critères de sélection des candidats	Nous prenons acte de cette recommandation. Cependant tous les critères de sélection sont consignés dans les termes de référence transmis par la lettre
	Il est mentionné dans le procès-verbal d'ouverture des offres techniques que six (6) consultants constituent la liste restreinte, alors qu'un septième candidat	Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles	Nous prenons acte de cette recommandation due à une erreur de remplissage

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
	GRAFICA y est mentionné, bien qu'il ne figure pas sur la liste restreinte de la lettre d'invitation		
	En outre, le rapport d'analyse est daté du 17 Septembre 2013, alors que l'ouverture des offres a eu lieu le 25 Septembre 2013. Il y a lieu pour la commission de veiller à la cohérence des informations consignées dans les documents du marché	Veiller à la cohérence des informations consignées dans les documents du marché	Nous prenons acte de cette recommandation due à une erreur de remplissage
	La commission des marchés n'a pas procédé à l'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié, en violation de l'article 80.5 du CMP	Veiller à l'ouverture des offres en deux (2) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles ; au respect	Nous prenons acte de cette recommandation
	La commission d'analyse n'a pas procédé à l'évaluation de l'offre financière dudit candidat.	Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire ;	Nous prenons acte de cette recommandation
	Le classement effectué par la commission technique d'analyse n'est pas conforme à l'article 80 du CMP. En effet, une note technique minimale ayant été fixée, la procédure ne devrait être poursuivie qu'avec le seul candidat qui a obtenu ladite note, à savoir SEYSOO avec l'ouverture de son offre financière et le retour des offres financières des autres candidats, sans être ouvertes.		Nous prenons acte de cette recommandation et veillerons à ne plus procéder comme tel
	La date de réunion de la commission des marchés (11 Septembre 2013) est incohérente au regard de celle du rapport technique, objet de la réunion	Veiller à la cohérence des informations consignées dans les documents du marché	Nous prenons acte de cette recommandation due à une erreur de remplissage
	Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leur réception	Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires	Nous prenons acte de cette recommandation.
	Les lettres ne mentionnent pas l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué	Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	Pour 2015, les lettres portent des accusés de réception Nous prenons acte de cette recommandation.
	La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juin 2011, portant code des marchés, en transmettant le	Nous prenons acte de cette recommandation.

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
Elaboration d'un fascicule sur le Développement Economique Local	2011- 1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics	procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication	
	Une avance de démarrage de 40% du montant du marché a été prévue dans les modalités de paiement, en violation des dispositions de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché.	Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 du CMP sur le plafond de l'avance de démarrage et de l'article 96.1 du CMP, sur la garantie d'avance	Nous prenons acte de cette recommandation.
	Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie, en violation de l'article 96.1 du CMP	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés	Nous prenons acte de cette recommandation et mettrons à votre disposition le justificatif de paiement
	Les justificatifs de paiement du marché n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis		
	La lettre d'invitation adressée aux candidats n'indique pas les critères de sélection et leur mode d'application détaillé alors que les candidats sont sélectionnés en raison de leur aptitude à exécuter les prestations, objet du marché, sur la base des critères portées à leur connaissance dans l'avis d'appel à manifestation d'intérêt ou la lettre d'invitation, selon le seuil applicable.	Veiller à mentionner dans les lettres d'invitation, les critères de sélection des candidats	Nous prenons acte de cette recommandation. Cependant tous les critères de sélection sont consignés dans les termes de référence transmise par la lettre
	La commission des marchés n'a pas procédé à l'ouverture de l'offre financière de l'unique candidat qualifié, en violation de l'article 80.5 du CMP.	Se conformer aux dispositions de l'article 80 du CMP, sur les marchés de prestations intellectuelles	Nous prenons acte de cette recommandation
	La commission d'analyse n'a pas procédé à l'évaluation de l'offre financière dudit candidat.	Veiller à l'ouverture des offres en deux (2) temps des offres pour les marchés de prestations intellectuelles ; Veiller à l'évaluation de l'offre financière, pour le choix conforme du prestataire	Nous prenons acte de cette recommandation

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
	Les lettres de notification d'attribution provisoires et d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres, n'ont pas été accusées de réception, pour attester de l'effectivité de leurs réceptions	Veiller au respect des dispositions de l'article 78.2 du CMP, sur l'information des candidats non retenus, en faisant décharger les lettres par les destinataires	Nous prenons acte de cette recommandation. Pour 2015, les lettres portent des accusés de réception
	Les lettres de notification ne mentionnent pas l'attributaire du marché et le montant auquel, le marché a été attribué	Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	Nous prenons acte de cette recommandation
	La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant code des marchés, en transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication	Nous prenons acte de cette recommandation
	Une avance de démarrage de 50% du montant du marché a été prévue dans les modalités de paiement, en violation des dispositions de l'article 96.2 du CMP, qui la plafonne à 20% du montant du marché. Aucune garantie n'a été prévue dans le contrat, pour l'avance de démarrage consentie, en violation de l'article 96.1 du CMP	Se conformer aux dispositions de l'article 96.2 du CMP sur le plafond de l'avance de démarrage et de l'article 96.1 du CMP, sur la garantie d'avance	Nous prenons acte de cette recommandation
	L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier	Veiller au classement de l'attestation de précompte de la TVA A et du justificatif de son reversement, dans le dossier de passation	En référence à l'article 372.3 alinéa 3 paragraphe b du CGI du 31/12/2012, le régime du précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens /prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.
Fourniture de matériel informatique		S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés	Nous prenons acte de cette recommandation. Document déjà téléchargé et partagé entre des responsables du service.
	Lettres de notification d'information et d'attribution des candidats non retenus, du rejet de leurs offres,	Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans	Nous prenons acte de cette recommandation.

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
	n'ont pas été déchargées par leurs destinataires et ne mentionnent pas les attributaires du marché et le montant auquel, le marché a été attribué.	les lettres de notification, d'attribution et d'information des candidats.	
	L'avis d'attribution provisoire a été émis, le support de publication n'a pas été classé dans le dossier		Les DRP (seuil : moins de 30 000 000 FCFA pour les agences publiques) ne font pas l'objet d'une publication dans un journal de grande diffusion.
	La transmission du procès-verbal d'attribution à la DCMMP pour publication n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du CMP.	Nous prenons acte de cette recommandation.
	Le contrat ne mentionne ni le délai de livraison, ni les pénalités de retard, en violation de l'article 13 du CMP, sur les mentions obligatoires du contrat.	Veiller au respect des dispositions de l'article 13 du CMP.	Nous prenons acte de cette recommandation.
	Pour le lot 1, une seule attestation de précompte de la TVA a été classée dans le dossier	Veiller au précompte de toute la TVA et à son reversement.	En référence à l'article 372.3 alinéa 3 paragraphe b du CGI du 31/12/2012, le régime du précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens/prestations de services effectués au profit des agences de l'Etat.
	L'attestation de précompte de la TVA et le justificatif de son reversement n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis	S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.	Nous prenons acte de cette recommandation.
Travaux d'aménagement de MERMOZ Lot 1 : Menuiserie – maçonnerie Lot 2 : Electricité et froid	L'évaluation des offres et l'attribution consignées au sein d'un même document, en violation de la réglementation, car il faut établir des rapports et PV distincts pour chaque étape de la procédure.		Conformément à l'article 1 alinéa 2 de la lettre Circulaire 0004PM CAB CP du 31 mars 2009 les demandes de cotation ne font pas l'objet de PV distincts « ...l'autorité contractante attribue le marché au candidat ayant soumis la proposition la moins disante et en dresse procès-verbal signé par la personne habilitée à cet effet. La procédure décrite aux alinéas précédents ne nécessite ni cahier de charge formel, ni publicité ou saisine »

Références	Anomalies et points de non-conformité	Recommandations	Réponses et engagements de l'ADL
	Les lettres de notification d'information et d'attribution des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, n'ont pas été déchargées par leurs destinataires pour attester de leur réception effective et ne mentionnent pas les attributaires du marché et le montant auquel, le marché a été attribué.	Veiller à mentionner l'attributaire et le montant auquel le marché a été attribué dans les lettres de notification, d'attribution et d'information des candidats.	Voir article 2, alinéa 5 de la lettre circulaire ci-dessus citée
	Les lettres de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, point de départ des délais contractuels d'exécution, n'ont pas été classées dans le dossier.	Veiller à la notification de l'ordre de service de démarrage	Nous prenons acte de cette recommandation
	La transmission du PV d'attribution à la DCMP pour publication, n'a pas été effectuée, en violation des dispositions de l'article 78 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 du CMP.	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 du CMP.	Nous prenons acte de cette recommandation
	La TVA a été précomptée, mais le justificatif de reversement n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis	Veiller au reversement du précompte de la TVA	En référence à l'article 372.3 alinéa 3 paragraphe b du CGI du 31/12/2012, le régime du précompte ne s'applique pas aux livraisons de biens/prestations de services effectués au profit agences.
		S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.	Nous prenons acte de cette recommandation

NB : Dans le rapport, une confusion est notée sur le mois de publication du décret portant Code des Marchés Publics évoqué. En effet, c'est bien le décret : **2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés Publics** au lieu du décret **2011-1048 du 27 juin 2011** tel indiqué.